

Menhirs détruits de Carnac : une enquête ouverte par le parquet de Lorient



"Établir les responsabilités de chacun"

L'association Koun Breizh (Souvenir breton) a précisé dans un communiqué commun avec Sites & Monuments, daté de mercredi, que cette autre association de défense du patrimoine se joignait à cette plainte. Les deux associations estiment "que toute la lumière doit être faite pour identifier les failles qui ont conduit à la destruction des monolithes et établir les responsabilités de chacun". Elles assurent également condamner "fermement les menaces dont le maire de Carnac a été victime et (ne) porter aucune accusation dans ce dossier".

>> **LIRE AUSSI** - [«La loi a été violée» : colère à Carnac après la destruction de menhirs au profit d'un magasin de bricolage](#)

L'affaire avait éclaté début juin quand Ouest-France avait révélé l'existence d'un billet de blog, publié sur le site internet de Sites & Monuments et rédigé par un archéologue amateur de Carnac, affirmant qu'une quarantaine de petits menhirs avaient été détruits dans un chantier de construction d'un magasin de bricolage. La Direction régionale des affaires culturelles (Drac) de Bretagne avait souligné dans un communiqué le "caractère encore incertain et dans tous les cas non majeur des vestiges".

Le maire de Carnac placé sous protection de la gendarmerie

Le maire (Horizons) de la commune, Olivier Lepick, avait reconnu pour sa part "une erreur administrative" mais qui ne serait "pas le fait de la commune" qui a respecté la législation selon lui. Le domicile de l' élu, par la suite menacé de mort sur les réseaux sociaux, a été placé sous la protection de la gendarmerie, sur décision du sous-préfet de Lorient. Des tags avaient également été inscrits dans la nuit de samedi à dimanche sur la façade d'entrée de l'église de la commune.

- [Europe 1](#) avec AFP 13h34, le 16 juin 2023